

fort mandat pour agir. D'une part, le gouvernement essaie avec un zèle admirable de faire fonctionner une démocratie de participation—bien que je n'aie jamais compris pourquoi la démocratie avait besoin de ce déterminatif—qu'il établisse des secrétariats régionaux, afin que les citoyens prennent part à la prise des décisions, mais pendant que l'on met en train le mécanisme de la participation, le gouvernement et le premier ministre, d'autre part, étouffent cruellement les instincts humanitaires des Canadiens? On a essayé d'établir un parallèle entre l'approvisionnement des civils biafrais et celui de l'armée nazie à Stalingrad. N'est-ce pas paradoxal? Il est grotesque de proclamer la société juste et de dénoncer ceux qui ont des projets pour nourrir les affamés et mettre fin aux combats. James Eayrs a écrit: Une société juste ne peut s'arrêter à la limite de douze milles. Les gens de bonne volonté de tout le Canada—en fait, du monde entier—se demandent pourquoi ne pouvons-nous pas aider? Nous le voulons. Nous sommes prêts. Pourquoi attendre les délibérations des hommes politiques quand il est question de gens qui meurent de faim?

Le gouvernement canadien n'a exercé aucune pression sur le gouvernement britannique pour lui faire cesser ses envois d'armes et de munitions. J'ai nommé le gouvernement britannique, mais je pourrais ajouter le gouvernement français, en raison des liens spéciaux qui nous unissent à ces pays, mais je voudrais aussi nous voir engager des pourparlers avec l'URSS.

Nous justifions notre négligence en bredouillant des excuses à propos de non-intervention. Y a-t-il eu non-intervention à Suez en 1956 où, à mon avis, le Canada a rehaussé sa réputation mondiale et où un futur premier ministre a mérité le prix Nobel de la paix par les pressions massives et directes qu'il a exercées sur la Grande-Bretagne et la France et par les initiatives audacieuses et brillantes qu'il a prises auprès des Nations Unies. Le pétrole et la diplomatie, l'argent et l'orgueil influent grandement sur l'attitude de certains des principaux gouvernements du monde devant cette tragédie.

Il y a deux semaines, le premier ministre de Grande-Bretagne, dans un discours qu'il prononçait au Guildhall, à Londres, a parlé de sa...

... détermination à faire respecter les droits de l'homme, de son horreur de toute discrimination raciale... Surtout, en Rhodésie... (Mais) les droits humains ne sont pas l'enjeu uniquement en Rhodésie. C'est aussi l'enjeu à Gibraltar—et le fait qu'il y ait 23,000 habitants et non 4 millions n'atténue en rien l'importance de la question.

Commentant le discours de M. Wilson, le *Spectator* du 15 novembre disait ceci:

Évidemment, ... il est réduit à néant si nous parlons de sept millions. Du moins, si les sept millions

[M. Fairweather.]

sont des Ibos. Étant donné sa politique à l'égard du Nigéria, le gouvernement britannique est devenu le principal complice de cette suppression des droits de l'homme—et de la vie humaine—la plus importante du monde non communiste d'aujourd'hui.

Ainsi s'exprime le *Spectator*—et certains trouveront peut-être ce langage un peu dur.

Et pourtant les droits de l'homme ne signifient rien, semble-t-il, lorsqu'il s'agit du Biafra.

Sur la question du Nigéria, dans son discours au Guildhall, M. Wilson est simplement retombé dans les vieilles platitudes du Bureau du Commonwealth. «Encore moins nombreux sont les pays d'Afrique qui ne s'exposeront pas à la division et à l'action balkanisatrice des structures tribales, si nous ne parvenons pas à trouver une solution... fondée sur l'intégrité de ce pays».

● (4.20 p.m.)

Il parle de «l'intégrité de ce pays». Que vaut ce concept quand des gens meurent? Il est tellement vétuste, qu'on ne peut en entendre parler sans se sentir déprimé. Le *Spectator* poursuit:

Depuis dix-sept mois, le Biafra lutte désespérément pour obtenir son indépendance—après que les prétendus experts du Haut-Commissariat britannique à Lagos et le Bureau du Commonwealth ont assuré le gouvernement britannique que tout serait réglé en dix-sept jours. Pourtant, malgré cela, le gouvernement semble toujours croire les balivernes que continuent de proférer ces mêmes «experts».

Puis le *Spectator* ajoute:

Ce qu'il faut enrayer, selon eux, même au prix de vies humaines, c'est la «balkanisation».

Eh bien, qu'advient-il du Nigéria? Le *Spectator* l'explique:

... un pays dont l'«intégrité» n'existait pas avant d'être inventée par la Grande-Bretagne en 1914, et dont l'unique force unificatrice, pendant presque toute la période subséquente, a été la domination coloniale de la Grande-Bretagne. Longtemps avant la sécession du Biafra, région orientale dominée par les Ibos, après les pogromes de 1966, où des dizaines de milliers d'Ibos ont été assassinés et un plus grand nombre encore, amputés et mutilés, il y avait eu des menaces de sécession de la part de la région occidentale, dominée par les Yorubas, et de la région septentrionale, dominée par les Hausas. Quoi qu'il arrive, les perspectives à long terme d'un Nigéria unifié demeurent négligeables.

L'article du *Spectator* mentionne ensuite les divers États fédéraux et les collections de pays réunis artificiellement, comme la Fédération de l'Afrique orientale, le Commonwealth des Antilles, la Malaysia, et le reste. Ils ne peuvent supporter le caractère artificiel de leur constitution.

Beaucoup d'entre nous ont été enthousiasmés par l'idée du grand village. Mais pour que ce soit un concept valable et non simplement une rengaine, il faut que certains aspects de la vie de village soient incorporés à cette unité plus vaste. Dans les villages que je connais, les habitants donnent de la nourri-